

Conférence Internationale sur le Changement Climatique

**Intervention de Madame Dominique VOYNET
Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la
L'Environnement de la France
Kyoto le 8 décembre 1997**

(verifier au prononce)

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,
Mesdames et messieurs,

Vous nous avez invité à ne pas perdre notre temps de parole en salutations et remerciements. Vous avez raison. Nous ne mériterons de remerciements que si nous réussissons.

Une même inquiétude nous réunit en effet aujourd'hui.

L'influence des activités humaines sur les changements climatiques est un fait scientifiquement établi. Par son activité l'homme modifie des équilibres fragiles et met en cause sa survie en même temps qu'il détruit son environnement. Ce constat nous l'avions déjà dressé à Rio il y a 5 ans. Une forte volonté politique s'était alors exprimée. De premiers engagements avaient été pris. Et nous nous étions tous engagés à aller plus loin encore.

Ce mandat nous devons l'assumer devant nos chefs d'Etat et de Gouvernement et devant l'Humanité toute entière.

Alors, ne nous payons pas de mots. Les beaux discours ne peuvent dissimuler la réalité. Il nous reste quelques heures pour décider, pour sauver un processus qui menace sinon de s'enfermer dans l'impasse. Faute d'ambition, faute de volonté politique suffisante, le doute, la confusion gagnent les esprits.

Que nous faut-il pour réussir ? Une forte volonté politique, de la générosité, le sens des responsabilités.

Il nous faut un accord juste et efficace. Il le faut parce que nous savons que notre développement ultérieur est mis en péril par notre mal-développement actuel. Mais aussi parce que nous savons que ce sont les pays les plus pauvres, les pays insulaires, les pays confrontés d'ores et déjà à la désertification qui souffriront les premiers. Ce sont d'abord les pays les plus industrialisés, ceux qui sont à la fois les plus riches et les plus pollueurs qui doivent faire les efforts les

plus rapides et les plus intensifs. C'est la seule façon d'allier solidarité et efficacité.

A cet égard, je suis fière de rappeler que l'Union Européenne a montré la voie. La première elle s'est engagée en mars dernier sur des propositions ambitieuses. Ce faisant, elle n'a pas seulement démontré son unité. En proposant d'aller loin, très vite, elle a pris en compte la réalité de la menace, elle a montré la voie que l'ensemble des pays industrialisés peuvent et doivent suivre. Elle a permis de débloquent la situation en conduisant de nombreux pays à réagir et à prendre position. Malheureusement de manière encore insuffisante et qui n'est pas, en tous cas, à la hauteur des enjeux.

Je tenais à le rappeler pour mettre fin à la campagne de critiques qui tend aujourd'hui à dénaturer cette réalité.

L'Europe a pris l'initiative, consciente que cela signifiait un effort très important pour elle, pour chacun de ses membres, dont certains, comme la France, figurent pourtant parmi les pays les plus faiblement émetteurs de gaz à effet de serre au niveau mondial.

Elle a accepté le choix des objectifs uniques de réduction, alors que le seul système réellement juste serait de prendre en compte des objectifs déterminés en fonction du niveau d'émission de chaque pays d'une part, où les plus grands responsables seraient aussi ceux qui devraient faire les plus grands efforts, et en fonction du niveau de développement d'autre part.

C'est qu'il s'agissait d'aller vite, d'aller loin, d'être à la fois efficaces et solidaires. De lier, comme à Rio, environnement et développement.

Cette position généreuse, ambitieuse est toujours sur la table. Par la voix de son président l'Union Européenne a rappelé son contenu. La France la soutient entièrement.

J'en appelle à nos partenaires des pays industrialisés qui ont bénéficié les premiers, et bénéficient toujours, dans la plus forte proportion, des ressources de notre planète commune, à l'accepter et, avec l'Union Européenne, de montrer l'exemple.

J'entends, maintenant, certaines propositions qui tendraient à recourir à des formules dites de "flexibilité". Il s'agirait notamment de la mise en place d'un marché de droits à polluer. Ces formules, très imprécises, malgré de nombreuses demandes d'éclaircissements, doivent être examinées avec précaution.

Dans ce cas, comme sur d'autres sujets, s'agissant de la mise en œuvre conjointe par exemple, il ne doit pas s'agir de créer des failles qui videraient les engagements pris de toute substance. Aucune décision définitive ne pourra être prise sur ce sujet sans que des objectifs significatifs de réduction aient été adoptés par les pays industrialisés, sans que chacun d'entre eux ait mis en œuvre au préalable des plans nationaux ambitieux pour les réaliser.

De tels mécanismes doivent être précisément définis, soumis à des règles juridiquement contraignantes d'organisation, de surveillance et de sanctions en cas de dysfonctionnements. À défaut, la flexibilité aboutirait à créer de la fausse monnaie écologique.

C'est avec ce même souci d'éviter des failles, d'être rigoureux, que je souhaite annoncer une évolution importante de la position française.

Notre souci de protéger le patrimoine forestier mondial et de favoriser le boisement a fait privilégier par la France l'approche nette du calcul des émissions. Ce n'était bien évidemment pas pour réduire nos efforts. Cette approche a été contestée et nous avons entendu les réserves, formulées notamment par les ONG.

C'est pourquoi, je veux exprimer notre adhésion à un calcul des Quotient sur la base d'émissions brutes dans un premier temps. Tout en restant favorables sur le long terme à une approche en terme d'émissions nettes, prenant en compte les efforts de boisement et de protection des forêts primaires, qui contribuent à une gestion durable des forêts. Mais il faut prendre le temps du débat et réduire les incertitudes.

La prochaine étape proposée par le Président Estrada pour inclure 3 gaz supplémentaires pourrait être l'occasion de poursuivre cette réflexion.

Venons en maintenant à la solidarité, à la solidarité entre le nord et le sud de la planète.

La conférence de Kyoto est le théâtre d'un débat très difficile entre les pays industrialisés et les pays en développement. C'est le prix de l'incapacité des pays industrialisés à respecter leurs engagements pris à Rio, à savoir de réduire leurs émissions et d'aider au développement des pays du sud.

Les promesses d'hier n'ayant pas été tenues, nous savons que les pays les plus pauvres, qui souffriront le plus du changement climatique, ne se contenteront pas de bonnes paroles aujourd'hui. Dans la logique du mandat de Berlin, c'est aux pays développés de faire le premier pas.

L'essentiel de la population de notre planète n'a pas encore été invitée au banquet du développement. Nous voulons ~~vous~~ préparer la place qui est la vôtre de deux façons : réduire la pression sur l'environnement d'une part et vous aider à vous équiper avec une croissance économe en énergie d'autre part, en vous épargnant les erreurs que nous avons pu commettre, mais sans vous imposer cyniquement des contraintes qu'aucun pays industrialisé ne s'était imposé au même stade de développement.

Nous réaffirmons que la seule voie à terme est celle de l'équité dans la répartition des efforts, tenant compte du niveau d'émission par habitant et du niveau de développement. Nous en avons ainsi tenu compte dans la bulle

européenne.

Il est essentiel que se construise un pont entre les pays en développement et les pays industrialisés sur de nouvelles bases. La relance du Fonds pour l'Environnement Mondial en est assurément le chemin le plus simple. La France est prête à soutenir la reconduction du Fonds à hauteur de 2,7 milliards de \$, et après examen, à veiller à ce que les réformes nécessaires soient entreprises.

En revanche, je me méfie particulièrement de mécanismes de mise en oeuvre conjointe qui favoriseraient l'acheteur éventuel d'émissions d'un pays, sans contrôle et sans responsabilité. Ce mécanisme, sans règle ni discipline, peut conduire au pire.

En conclusion, la ministre écologiste que je suis salue le travail considérable des ONG.

Vous faites entendre avec force dans cette conférence la voix et la conscience des peuples, qui précède bien souvent le courage des gouvernements.

Mais au delà des politiques, la survie de la planète et le développement des peuples passent par une mutation de nos comportements individuels. Dans ce domaine aussi le champ de travail est immense, je vous appuierai en ce sens.

Je vous remercie.